

Burundi: l'Union européenne prolonge ses sanctions économiques

RFI, 01/12/2021 Il y a quelques jours, on apprenait que l'Union européenne avait renouvelé jusqu'au 31 octobre ses sanctions ciblées contre plusieurs personnalités burundaises. C'est d'habitude le cas des sanctions économiques. Des sources haut placées indiquent que le gouvernement burundais avait reçu l'assurance que les sanctions budgétaires prises contre le Burundi depuis 2015 allaient être levées, il y a deux mois. Il n'en a rien été et le gouvernement est en colère, selon une information RFI.

Car il avait placé tous ses espoirs dans une levée des sanctions budgétaires de l'Union européenne et de ses membres en septembre, pour faire rentrer de l'argent frais dans ses caisses et pouvoir enfin sortir de cette crise qui n'a pas fini. Manque criant de devises, inflation galopante, pénuries d'essence, de gasoil ou encore de produits de première nécessité importés, Gitega fait face depuis une année, à une situation économique fortement détériorée. Mais sont-ils douchés il y a quelques semaines. L'accord post-Cotonou n'est pas encore signé par toutes les parties. L'Union européenne a donc décidé de prolonger l'application de l'accord de Cotonou qui la lie aux États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) jusqu'à la fin février 2022. Elle a prolongé dans la foulée les sanctions budgétaires contre le gouvernement du Burundi pour la même période, selon des sources à Bruxelles. Sans aucune explication. « Une décision sera prise par un Conseil des ministres de l'Union européenne au début de l'année prochaine », précisent-elles. Dialogue politique renvoyé à 2022 Les autorités burundaises ont vu rouge lorsqu'elles ont appris la nouvelle. Signe de leur mécontentement, elles ont renvoyé au début de l'année prochaine une session du dialogue politique avec les Européens prévue en novembre. Du côté des ONG, on veut mettre à profit ce répit pour accentuer les pressions sur Bruxelles, accusée de fermer les yeux sur les violations des droits de l'homme qui se poursuivent sous l'ère Evariste Ndayishimiye, selon ces organisations. Elles demandent à l'Union européenne de conditionner la fin des sanctions budgétaires à une série d'avancées sur ce sujet.